

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 16 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES DE CLERE

La Paguerie- La Brardiere
49560 CLERE SUR LAYON

Références : 2022-236_INSP_RAP_SB_CARRIERES DE CLERE
Code AIOT : 0006300376

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement CARRIERES DE CLERE implanté La Paguerie- La Brardiere 49560 CLERE SUR LAYON. L'inspection a été annoncée le 30/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE CLERE
- La Paguerie- La Brardiere 49560 CLERE SUR LAYON
- Code AIOT : 0006300376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de roches massives (diorites et schistes) et de ses installations connexes situées à Cléré-sur-Layon. L'autorisation initiale complétée et modifiée à plusieurs reprises porte sur une surface de l'ordre de 77 ha dont environ 60 ha d'extraction pour une production d'au plus 850 000 t/an.

L'autorisation d'exploiter est valide jusqu'en 2029. Une des particularités du site est qu'il est traversé par le Layon dont le cours a été modifié et remodelé dans le cadre de l'autorisation d'exploiter la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les tirs de mines ;
- les émissions de poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.3.2	/	Sans objet
4	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.1	/	Sans objet
5	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.3	/	Sans objet
6	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.1	/	Sans objet
8	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.3	/	Sans objet
10	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	/	Sans objet
13	Tri 5 flux	Code de l'environnement du 19/07/2021, article Art. D.543-281	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.2	/	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.3.5	/	Sans objet
7	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.2	/	Sans objet
9	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.4	/	Sans objet
11	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mise en évidence de difficultés majeures. Certains aspects sont toutefois perfectibles et font l'objet d'observations qui doivent d'être prises en compte et traitées par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.2
Thème(s) : Autre, Profondeur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction est conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de 15 m de haut. Dans le respect des dispositions de l'article 4 du présent arrêté, la profondeur maximale d'extraction n'excède pas environ 90 m et le gisement n'est pas exploité sous la cote de +10 m NGF dans l'emprise située au Nord du Layon et + 77 m NGF dans l'emprise située au Sud du Layon.
Constats : L'extraction est conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de 15 m de haut. Dans le respect des dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 28/07/2016 (modifiant l'AP du 07/08/2008). L'exploitation du gisement s'arrête à une cote de +10,4 m NGF environ dans l'emprise située au Nord du Layon. Les terrains périphériques les plus hauts sont à environ +105 mNGF avant découverte. Il y a au total 7 fronts entre +96 mNGF et le fond de fouille soit une épaisseur de gisement de moins de 90 m. Il n'y a pas eu d'évolution dans l'emprise située au Sud du Layon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Informations préalables aux tirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les riverains et les municipalités concernés sont informés des consignes qui précèdent les tirs d'abattage. Un signal sonore d'une intensité et d'une durée suffisante pour alerter les riverains est déclenché au moins 2 minutes avant la mise à feu. Ce signal est suivi d'un second signal précédant immédiatement la mise à feu. L'exploitant définit le périmètre de sécurité lié au tir et prend toutes les dispositions nécessaires pour faire évacuer et garder le périmètre dangereux.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'éléments justifiant que les riverains et les municipalités concernés

<p>sont effectivement informés des consignes qui précèdent les tirs d'abattage.</p> <p>L'exploitant indique que la carrière est ancienne ainsi que le signal préalable aux tirs informant les riverains.</p> <p>Les signaux sonores relatifs aux tirs sont générés par une sirène manuel activée par le boute-feu (chef de carrière).</p> <p>Un test a été fait in-situ et, vu l'intensité du signal sonore, il est vraisemblablement audible en périphérie de la carrière.</p> <p>Concernant le périmètre de sécurité lié au tir, l'exploitant a précisé estimer qu'il ne sort pas de l'emprise de la carrière. Il prend toutes les dispositions nécessaires au sein de l'emprise de la carrière.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'à de rares exceptions, la totalité des tirs est faite (chargés) au moyen d'une unité mobile de fabrication d'explosifs (UMFE sur 100% des 47 tirs de 2022) de la société EPC-France.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé que les prescriptions générales applicables aux UMFE prévoient des périmètres qu'il convient de prendre en compte et qui, lors de tirs sur les fronts supérieurs, sont susceptibles de sortir de l'emprise de la carrière.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit s'assurer que les riverains et municipalités ont connaissance des consignes qui précèdent les tirs d'abattage.</p> <p>En outre, lorsque cela est nécessaire, il doit prendre en compte et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans les périmètres de sécurité imposés par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4210 dont l'annexe I-B s'applique aux UMFE. Cet arrêté prévoit notamment des périmètres d'isolement pouvant atteindre 100 m (selon l'UMFE employée).</p> <p>Postérieurement à la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a vérifié que EPC-France dispose bien d'un récépissé de déclaration pour exploiter une UMFE sur le site de la carrière de Cléré-sur-Layon. C'est le cas (AIOT 6305217), récépissé du 23/02/2016 relevant de la rubrique ICPE 4210.2.b sur le périmètre de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.3.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Vérifications périodiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un rapport de contrôle des installations électriques (du Bureau Véritas du 01/04/2022). Selon les annotations dans ce rapport, la seule observation relevée a été traitée le 17/06/2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Conditions d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Organisation des activités</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est réalisée en 6 phases (première phase déjà achevée) de 5 années chacune, conformément aux</p>

<p>plans de phasage d'exploitation et de réaménagement du site dont des copies réduites sont annexées au présent arrêté.</p> <p>L'exploitation de la carrière s'effectue en règle générale de 6 heures à 22 heures, du lundi au vendredi.</p> <p>L'activité de la partie primaire est interdite de 21h00 à 6h30.</p> <p>Les livraisons s'effectuent de 7 heures à 17h30 heures, du lundi au vendredi.</p> <p>Les installations de traitement tertiaires sont implantées sur la versé Sud du Layon (cote 90 à 95 m NGF environ) à proximité de la plateforme de stockage des matériaux et sont reliées aux installations secondaires par trois convoyeurs capotés implantés le long des pistes existantes.</p> <p>Les installations de traitement tertiaires sont implantées dans un bâtiment entièrement bardé assurant une isolation phonique (double peau et isolation ou dispositif équivalent). Ces installations sont associées à des silos de stockage de produits finis comprenant un système de dépoussiérage par dépression au niveau de leur alimentation.</p> <p>Le chargement des camions évacuant les matériaux est principalement réalisé à partir des silos.</p> <p>Lorsque les installations seront déplacées, elles seront reliées à la plate-forme des stocks par un convoyeur à bande capoté afin de limiter la circulation entre ces zones.</p>
<p>Constats : L'extraction réalisée suit globalement le phasage d'exploitation prévu.</p> <p>Selon l'exploitant, l'exploitation de la carrière s'effectue en règle générale de 6 heures à 22 heures, du lundi au vendredi et il n'y a pas d'activité de la partie primaire de 21h00 à 6h30. Les horaires habituels de production seraient dans la plage horaire 7h30-15h30 selon l'exploitant.</p> <p>Toutefois, les livraisons peuvent s'effectuer de 6h30 à 18h et pas seulement entre 7h et 17h30 comme cela est prescrit.</p> <p>L'inspection des installations classées a noté que l'exploitant ne dispose pas de mesures nocturnes des émissions sonores.</p> <p>L'emplacement des installations de traitement tertiaires est conforme, elles sont en bâtiment comme prévu et sont associées à des silos de stockage de produits finis.</p> <p>Le chargement des camions évacuant les matériaux est réalisé à partir des silos ou de stocks au sol.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit satisfaire aux dispositions de son arrêté en termes d'horaires. Dès lors que l'exploitation s'effectue (même en partie) sur la plage nocturne, l'exploitant doit être en mesure de justifier du respect des niveaux sonores et des émergences sur cette plage.</p> <p>Dès lors, il doit effectuer les contrôles des émissions sonores prescrits à l'article 3.5.4 de l'AP du 07/08/2008 y compris sur toute la période d'activité (donc nocturne et diurne).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Conditions d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Banquette et front</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une banquette doit être aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur qui ne pourra être inférieure à 5 m sera déterminée par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue dans le document de sécurité et de santé établie conformément au règlement général des industries extractives.</p> <p>L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, par gradins successifs de 15 mètres de hauteur maximale sur une épaisseur moyenne de gisement de 90 mètres.</p> <p>L'angle de sa paroi de l'extraction ne sera pas supérieur à 80 ° par rapport à l'horizontale.</p> <p>La pente des talus et remblaiement ne sera pas supérieure à 70°.</p> <p>La pente des talus et des fronts est adaptée à la nature des terrains afin de garantir leur stabilité.</p> <p>L'abattage est réalisé au moyen d'explosifs.</p>

<p>Constats : Une banquette est conservée au pied de chaque gradin. Au regard du plan d'exploitation, la largeur de la banquette sur certaines portions de paliers à différents emplacements et entre certains niveaux semble (compte tenu de l'échelle) inférieure à 5 m. Cela semble être en particulier le cas dans le secteur sud (à l'est) sur des fronts définitifs et au nord.</p> <p>L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, par gradins successifs comme déjà précisé au point de contrôle n°1. Il a été noté des arrivées d'eau non négligeables au niveau d'un front inférieur nord (à l'est).</p> <p>L'évaluation des risques prévue dans le document de sécurité et de santé établie conformément au code du travail n'a pas été examinée, elle doit tenir compte de ces arrivées d'eau.</p> <p>La foration est effectuée, sauf circonstance particulière à 8° (82°/horizontal) et donne globalement l'angle de la paroi d'extraction qui est donc de l'ordre de 80 ° par rapport à l'horizontale (à 1 à 2 ° près, non vérifiable plus précisément compte tenu de l'échelle du plan d'exploitation).</p> <p>La pente générale sur la hauteur des talus et remblaiement est inférieure à 70° compte tenu des banquettes.</p> <p>L'inspection n'a pas mis en évidence d'instabilité générale des talus et des fronts.</p> <p>L'abattage est réalisé au moyen d'explosifs (UMFE de la société EPC-France) comme déjà précisé.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit s'attacher au respect strict de la largeur des banquettes maintenues entre les paliers qui est prescrite par l'AP, en particulier au niveau des fronts résiduels définitifs. Le cas échéant, lorsque cela n'est pas le cas, l'exploitant doit être en mesure démontrer que la stabilité géotechnique des talus est assurée au regard de la configuration du gisement.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Préparation des tirs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le positionnement des trous de mines sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.</p> <p>Un contrôle systématique de la qualité de la foration est assuré avant chargement des explosifs par des moyens appropriés permettant de repérer de façon précise la position des trous de mine par rapport au front de taille. La charge d'explosifs introduite dans les trous de mine est adaptée en fonction de l'épaisseur réelle du massif à abattre.</p> <p>Toutes dispositions sont mises en œuvre (orientation des fronts de taille, réduction des charges instantanées d'explosifs...) pour éviter toute projection de pierre à l'extérieur de l'emprise de la carrière.</p> <p>Toutes dispositions sont prises (recouvrement des cordeaux détonants, choix du procédé d'amorçage) pour limiter au mieux les effets sonores du tir.</p>
<p>Constats : C'est le chef de carrière (30 ans d'expérience) qui positionne les trous de mines sur le front à abattre. Lors de l'implantation, un marquage est systématiquement fait avec report de la position pour le tir ultérieur.</p> <p>L'exploitant n'utilise pas de scanner ou autre équipement pour évaluer la morphologie du profil à abattre. Les ajustements éventuels sont faits sur la base des observations et l'expérience du chef de carrière.</p> <p>L'exploitant dispose d'un rapport de foration et le chef de carrière (le boutefeu) a indiqué procéder un contrôle systématique de la profondeur de la foration avant chargement des explosifs. Il n'y a pas de vérification de l'inclinaison des trous, ni de l'épaisseur des banquettes à abattre. Il n'y a pas de moyens permettant de repérer de façon précise la position des trous de mines par rapport au front de taille.</p> <p>Questionné sur la fiabilité de l'angle de la foration, l'exploitant a précisé que la foreuse employée était de type Epiroc C50 en diamètre 115 mm. Vu ce diamètre et la conception de la foreuse, cela limiterait le risque de déviation des trous selon l'exploitant. L'exploitant ne disposait toutefois pas d'information concernant le contrôle</p>

<p>de l'inclinomètre ou de l'azimut de cet équipement.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle qu'il n'a pas été identifié d'anomalie de tirs ni de non conformité dans les suivis des tirs faits sur 2022.</p> <p>La charge d'explosifs, le bourrage introduits dans les trous de mines sont adaptés par le chef de carrière en fonction du massif à abattre. Signalons qu'il a été noté que 2 autres personnes disposent du CPT avec les options d'amorçage adaptées. De plus, le chargement, le raccordement et le déclenchement des tirs sont faits par le prestataire qui exploite l'UMFE (EPC-France) selon le chef de carrière.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les dispositions mises en œuvre n'ont pas conduit à des projections de pierres à l'extérieur de l'emprise de la carrière.</p>
<p>Observations : L'exploitant s'appuie pour l'essentiel sur les 30 ans d'expérience du chef de carrière et la fiabilité de la foreuse qui permettent de satisfaire aux dispositions prescrites. Il convient que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires pour anticiper le départ (en retraite) annoncé du chef de carrière très expérimenté dans les prochaines années.</p> <p>Les éléments relatifs au contrôle de la fiabilité de l'inclinomètre et de l'azimut de la foreuse utilisée méritent également d'être identifiés par l'exploitant pour éviter une dérive.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Valeurs limites de vibrations et de pression acoustique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>.../...</p> <p>La pression acoustique sera au plus de 120 dB.</p>
<p>Constats : L'examen des enregistrements relatifs aux tirs de mines de 2022 n'a pas fait apparaître d'anomalie concernant le respect des vitesses particulières (inférieures à 10 mm/s) et la pression acoustique (inférieure à 120 dB).</p> <p>L'appareil de mesures a été calibré le 23 novembre 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Contrôle des vibrations et de la pression acoustique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations. L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement, pendant toute la durée du tir et au moins 5 secondes après la dernière explosion, de la vitesse particulière en fonction du temps de 1 mm/s à 50 mm/s dans une gamme de fréquences s'étendant de 2 à 100 hertz ainsi que la mesure de la pression acoustique de dB ou en Pa.</p> <p>Les mesures sont effectuées à des emplacements aménagés à cet effet constitués de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagés sur le rocher s'il est affleurant ou auprès des habitations les plus</p>

proches (Ferme de la Maison Neuve et La Paguerie). Après accord des propriétaires, ces emplacements seront tour à tour utilisés selon le front en exploitation afin d'obtenir des résultats les plus représentatifs possibles du tir considéré et de ses effets sur les habitations voisines. Après accord de M BROTHIER, de faire une série de mesures au niveau de son habitation sera réalisée dès le début de l'approfondissement et de l'extension.
<p>Constats : Chaque tir d'abattage donne lieu à des mesures de vibrations et de la pression acoustique. L'appareillage utilisé est calibré toutefois l'enregistrement est fait sur 2 secondes alors que l'AP prévoit au moins 5 secondes après la dernière explosion. Les mesures sont effectuées soit à un emplacement sur un affleurement rocheux (Ferme de la Maison Neuve au sud) soit sur le seuil de porte de l'habitation de la Paguerie au nord. Le choix de l'un ou l'autre des emplacements se fait en fonction de la localisation (distance principalement) du front à abattre.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit modifier le réglage de la durée de l'enregistrement pour satisfaire à l'AP. Les critères de choix de l'emplacement du point de mesures pourraient utilement être formalisés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.4
Thème(s) : Autre, Enregistrement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour chaque tir, l'exploitant remplit une fiche comprenant au minimum les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification de la carrière - date du tir - plan du gisement avec position du front exploité et du point de mesure de vibrations choisi - description détaillée du tir : - nombre de trous - masse totale d'explosifs - charge unitaire - nature des explosifs - mode d'amorçage - plan du tir en coupe et vue de dessus - résultats des mesures de vibrations : - bande enregistreuse fournie par l'analyseur <p>Cette fiche est conservée dans un registre spécial archivé pendant 3 ans par le responsable technique de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne remplit pas une "fiche" pour chaque tir, mais il dispose néanmoins pour chaque tir des indications prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification de la carrière ; - date du tir ; - plan du gisement avec position du front exploité. La position du point de mesure de vibrations choisie est indiquée sur l'enregistrement (pas sur un plan) ; <p>La description détaillée du tir comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de trous ; - la masse totale d'explosifs ; - la charge unitaire ;

<ul style="list-style-type: none"> - la nature des explosifs ; - le mode d'amorçage ; - le plan du tir en coupe (il s'agit d'un profil théorique, l'exploitant ne dispose pas de scanner) et une vue de dessus (il s'agit du plan d'amorçage uniquement) ; - Les résultats des mesures de vibrations sont conservés (enregistrements fournis par les données de l'appareil). <p>Il n'a pas été vérifié si ces documents étaient conservés pendant 3 ans (au moins 2 ans étaient disponibles) à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.</p> <p>Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant pour limiter les émissions de poussières. Capotage de convoyeurs, traitement secondaire et tertiaire en bâtiment, voie d'accès revêtue et arrosée, présence de dispositifs d'arrosage sur certains points de jetées, de chargement et convoyeurs.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté des émissions de poussières relativement importantes en pied et tête du convoyeur allant au stock pile situé au sud. L'inspection a montré que bien que des dispositifs d'aspersion soient présents sur les 2 convoyeurs concernés, ils n'étaient pas alimentés en eau (d'où l'absence d'aspersion).</p> <p>Au niveau du poste de chargement des camions, au sud des silos, le dispositif présent semblait efficace (peu de poussières).</p> <p>L'exploitant a présenté un registre informatisé (fichier) des contrôles périodiques (tous les 2 mois) des dispositifs de réduction des émissions de poussières.</p> <p>Observations : L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre des dispositifs de limitation des émissions de poussières.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ; - la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. <p>Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ; - les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.
<p>Constats : - Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il n'a pas été constaté de vitesse semblant inadaptée de circulation d'engins sur les pistes non revêtues ; - Il n'a pas été constaté que les véhicules sortant de l'installation entraînent des dépôts de poussières ou de boue sur les voies publiques. Un dispositif de lavage des roues des véhicules est présent à proximité de la bascule. Il a été constaté que ce dispositif était utilisé. En outre, la voie utilisée par les transporteurs est revêtue (enrobée) depuis les stocks jusqu'à la bascule puis jusqu'à la sortie du site (soit une longueur totale de l'ordre d'un kilomètre) ce qui permet, si besoin, le décrottage des roues. Cette voie est de plus pourvue de dispositifs d'arrosage ; - Les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées (une rampe d'arrosage est présente au niveau dispositif de lavage des roues susmentionné) ; - La foreuse n'était pas présente sur le site, elle est équipée d'un dispositif collecte des poussières selon l'exploitant.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Emissions dans l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions de poussières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats : L'exploitant réalise le suivi des retombées atmosphériques totales dans les conditions réglementaires.</p> <p>Les résultats sont conformes depuis plusieurs années et la fréquence des contrôles est semestrielle.</p>

Le rapport annuel fait par Géoscop pour 2021 et les résultats de la campagne faite au 1er semestre 2022 ont été présentés et ne montrent pas d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Tri 5 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/07/2021, article Art. D.543-281
Thème(s) : Autre, Tri des déchets 5 flux (NC3 de l'inspection du 14/10/2021)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.
Constats : Depuis l'inspection précédente, l'exploitant a amélioré le tri des déchets 5 flux. L'inspection a toutefois montré que des emballages souillés étaient présents dans la benne à métaux. Il s'agissait d'une multitude (au moins 20) de petits bidons métalliques portant l'inscription "Korrobond 65" et des pictogrammes de dangers. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que sauf à démontrer l'innocuité effective de ces emballages souillés, il semble que ces déchets doivent être réorientés vers une autre filière appropriée de traitement (adaptée a priori aux déchets dangereux).
Observations : L'exploitant doit s'assurer de la bonne orientation des déchets (métalliques) souillés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet